

Expulsion de Leonarda : le "camarade" Valls pris dans la tempête

LE MONDE | 17.10.2013 à 11h11 | Hélène Bekmezian, [Bastien Bonnefous](#) et [David Revault d'Allonnes](#)

Sur l'échelle de Richter des secousses politiques qu'a pu [connaître](#) Manuel Valls en seize mois, celle-ci se révèle d'une amplitude inégalée. Ironie du sort : mercredi 16 octobre, au plus fort des turbulences déclenchées par l'expulsion vers le [Kosovo](#) de Leonarda, une semaine plus tôt, le ministre de l'intérieur – qui apporte le soin le plus méticuleux à la construction de son agenda – se trouvait à haute altitude, embarqué pour huit heures trente de vol à destination de Fort-de-France.

M. Valls n'aura donc pas eu le loisir d'[assister](#) au conseil des ministres, au cours duquel le cas de Leonarda n'a pas été évoqué, [François Hollande](#) ayant choisi d'[insister](#) sur la tension sociale en [Bretagne](#). Il n'a pas eu non plus le plaisir d'[écouter](#) Jean-Marc Ayrault [expliquer](#) à l'Assemblée nationale, que "s'il y a eu faute, l'arrêté de reconduite à la frontière sera annulé. Cette [famille](#) reviendra pour que sa situation soit réexaminée en fonction de notre droit, de nos principes et de nos valeurs". Les "principes" et les "valeurs", la possibilité d'une "faute" : les termes avaient été soigneusement pesés par le président et le premier ministre quelques instants auparavant, lors d'un [déjeuner](#) en tête-à-tête.

FRANÇOIS LAMY : "LA SOUPLESSE NÉCESSAIRE N'A PAS ÉTÉ APPLIQUÉE"

Certains collègues bien intentionnés les interprétaient comme "un désaveu du ministre de l'intérieur". "Si Ayrault s'exprime ainsi, c'est que la famille de Leonarda sera de retour dans une semaine", persifle l'un d'eux. Et c'est peut-être là l'essentiel : M. Valls n'aura pu [mesurer](#) par lui-même, en direct, combien les crispations politiques qu'il suscite gagnent en intensité, de façon exponentielle. Car c'est un déluge de feu qui, toute la journée, s'est abattu sur lui.

Les socialistes l'ont mitraillé de toutes parts. Des rangs du gouvernement, d'abord, à [commencer](#) par le ministre de l'éducation nationale : "Je demande qu'on sanctuarise l'école", déclarait, dès la fin du conseil des ministres, Vincent Peillon qui "souhaite que ce genre de situation ne se reproduise pas". "La souplesse nécessaire n'a pas été appliquée", estime le ministre délégué à la ville, François Lamy.

Cécile Duflot s'est bien gardée de s'[exprimer](#). Mais d'autres ministres s'en chargent volontiers : "On a l'impression d'[avoir](#) déjà vécu cela sous Sarkozy. Le problème, c'est que théoriquement, on a changé." Un autre de [ses](#) collègues le dit plus crûment : "Il y a eu une application bestiale de la loi qui n'est pas acceptable."

Dans l'Hémicycle, c'est le président de l'Assemblée nationale lui-même qui a ouvert le bal d'un tweet : "Il y a la loi. Mais il y a aussi des valeurs avec lesquelles la gauche

ne saurait [transiger](#). Sous peine de [perdre](#) son âme." Les proches de Claude Bartolone se chargeaient de [préciser](#) sa pensée à l'égard de celui qui s'apparente à un rival dans la course pour Matignon : "Les sondages d'opinion sont une chose, le peuple de gauche et l'appareil socialiste en sont une autre."

Une vive émotion, de fait, avait tôt gagné la rue de Solférino, où plusieurs sensibilités s'étaient coordonnées pour [préparer](#) un bureau national agité, autour de Mehdi Ouraoui, directeur de cabinet du premier secrétaire, Harlem Désir. "Trop c'est trop. L'indignation était trop grande", explique un dirigeant socialiste. "Quand on est de gauche et qu'on entend cette histoire, on ne peut qu'[avoir](#) des hauts le coeur, s'insurge Emmanuel Maurel, leader de l'aile gauche. Cessons d'[avoir](#) des calculs électoraux et de tout [penser](#) en fonction du FN."

"ON EST AU COEUR DU COEUR DES VALEURS DE LA GAUCHE"

Alors que le député PS du Nord, Bernard Roman, vieil ami de François Hollande, évoque une "raffe", la porte-parole du parti, Laurence Rossignol, s'indigne : "On est au coeur du coeur des valeurs de la gauche : l'école comme sanctuaire, la protection des enfants scolarisés. Si on lâche sur ça, pourquoi [continuer](#) à se [dire](#) de gauche ?" Quoique plus modéré, Harlem Désir s'est prononcé pour que la collégienne puisse "revenir dans sa classe" dans l'attente des conclusions de l'[enquête](#) administrative diligentée mercredi, attendues dans les 48 heures.

Carton plein, donc. "J'ai vu qu'il y a une polémique que je crois stérile, inutile, a évacué le ministre de l'intérieur avant son départ pour les Antilles. La loi a été respectée, les procédures ont été respectées, le respect des personnes a été respecté." Mais l'argument risque cette fois de se [révéler](#) un peu court. M. Valls qui, jusqu'ici, a invariablement assumé ses prises de position, a-t-il, fidèle à ses habitudes, délibérément occupé une nouvelle zone idéologiquement sensible pour la gauche ? Ou n'a-t-il pas pris la mesure de la "faute" [politique](#) vers laquelle pourrait [dégénérer](#) l'affaire ?

"Il a peut-être parlé un peu trop vite ", concède un ministre. "Il a traversé sans [regarder](#) ni à droite ni à gauche, commente un [conseiller](#). Surtout à gauche, où fonçait sur lui un bus plein de socialistes qui rêvaient d'[écraser](#) l'idole." Ces dernières semaines, les tensions suscitées par M. Valls étaient allées croissantes au sein de l'exécutif.

Après l'affrontement sur la réforme pénale avec Christiane Taubira, puis l'escalade verbale avec Cécile Duflot sur les Roms, le voilà percuté de plein fouet, et pour la première fois, par ses propres camarades. "Ça va de plus en plus loin, enrage un proche. Le moindre faux pas prétendu ou imputé fournit l'occasion de se [déchaîner](#), avec des mots qui dépassent l'entendement. Si certains en doutaient encore, il est désormais clair aux yeux de tous que l'objectif est de se [faire](#) Manuel Valls."